

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 26 (1934)
Heft: 9

Rubrik: Économie politique

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 08.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

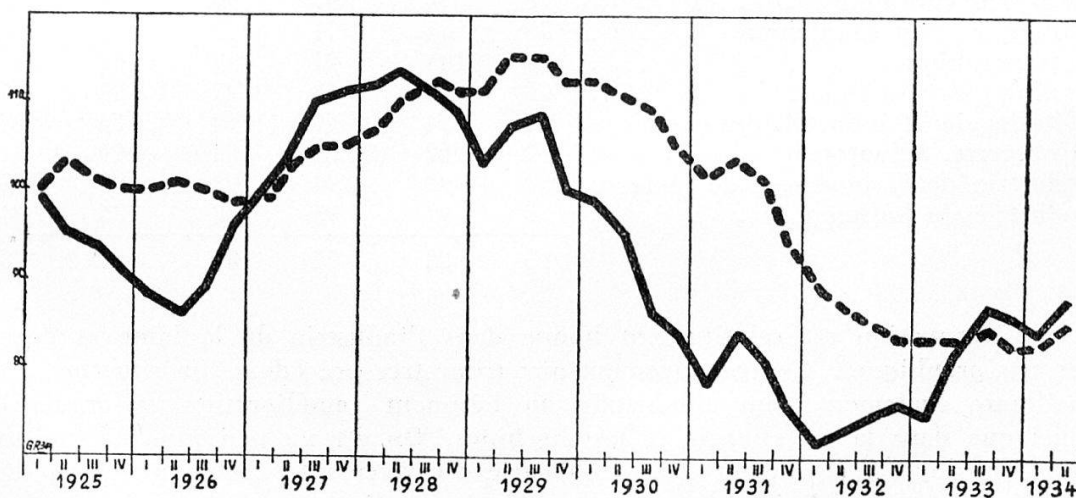
Si à la suite des contradictions de son développement économique le Japon est menacé d'une nouvelle crise, ce qui est inévitable, il ne se heurtera pas seulement à un prolétariat qui est en train de prendre conscience de sa situation, mais à une masse paysanne affamée et qui manifesterà son désespoir. Cette situation incite du reste le Japon à déployer tous ses efforts pour consolider et agrandir ses possessions coloniales en Asie orientale et à avoir recours à la guerre. L'extension économique du Japon ne manquera pas de s'étendre au militarisme et à l'impérialisme et le Japon luttera pour s'assurer les débouchés du monde entier et s'emparer des colonies de l'Asie orientale. Le « péril jaune » est donc devenu une réalité.

Economie politique.

La situation de l'industrie.

Tout événement de la vie économique est actuellement suivi avec la plus grande attention. La situation continue-t-elle à s'aggraver? Y a-t-il amélioration? A ce propos les enquêtes trimestrielles de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, que malheureusement on consulte trop peu, sont peut-être les baromètres les plus complets de la marche des affaires dans l'industrie. Nous nous basons donc sur les chiffres publiés récemment et qui concernent le deuxième trimestre 1934. L'enquête englobe actuellement 2329 entreprises qui occupent 200,000 ouvriers en chiffre rond. Nous considérons tout d'abord le résultat total, pour entrer dans les détails ensuite.

Selon l'avis des chefs d'entreprises comme aussi d'après le nombre des personnes occupées, la situation durant le deuxième trimestre fut un peu meilleure qu'au cours du premier (ce qui est dû en partie à la saison), elle fut également plus favorable que pendant le second trimestre 1933 et à peu près



— Coefficient d'occupation (Jugement porté par les chefs d'entreprises sur la marche des affaires.
 - - - Index des ouvriers occupés dans les mêmes entreprises.

semblable à ce qu'elle fut en automne dernier époque, à laquelle se manifestèrent les premiers signes d'une amélioration. Les deux courbes du coefficient d'occupation (qui est basé sur le jugement porté par les patrons) l'indiquent nettement et représentent l'index des ouvriers occupés. Toutes les deux remontent après avoir subi un léger recul en hiver.

Les *prévisions* quant à ce que sera l'occupation dans un avenir prochain, sont plus ou moins *incertaines*; la moitié environ des entreprises répondent évasivement. Comparativement à ce qu'elles étaient durant le premier trimestre, les prévisions optimistes comme les pessimistes des grandes entreprises ont quelque peu diminué pour faire place à l'incertitude.

Ces faits seraient plutôt plus favorables que les bruits qui circulent actuellement sur l'état de la situation économique. Cela n'est pas dû à un simple hasard, car l'état d'esprit est très souvent fortement influencé par les événements internationaux et surtout par les circonstances politiques qui, depuis longtemps, sont déplorable. Les enquêtes sur les entreprises se rapprochent cependant beaucoup plus de l'activité économique immédiate. Leurs résultats sont très souvent plus probants et parfois plus sûrs, tel est actuellement le cas. Le résultat du rapport industriel nous donne donc raison lorsque dans notre dernier rapport sur la conjoncture nous nous sommes efforcés de ne pas dépeindre la situation trop en noir.

Le coefficient d'occupation,

qui traduit la manière dont les chefs d'entreprises évaluent la situation, est le suivant pour les diverses branches d'industries:

	1933		1933		1934	
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre
Industrie du coton	73	78	75	74	78	73
Industrie de la soie	61	65	73	72	77	78
Industrie de la laine	73	87	114	120	107	106
Industrie de la toile	78	73	85	85	98	103
Broderies	77	83	72	90	72	72
Autres industries textiles	90	71	67	69	68	82
Industrie du vêtement	98	109	112	111	109	96
Alimentation et boisson	85	88	94	94	87	95
Industrie chimique	78	78	94	94	91	92
Papier, cuir et caoutchouc	70	74	71	77	75	73
Arts graphiques	98	103	94	99	102	107
Exploitation du bois	75	86	95	95	88	96
Métallurgie et industrie des machines	65	74	79	74	74	83
Horlogerie, bijouterie	62	62	80	84	79	77
Industrie de la pierre et de la terre	82	94	94	92	88	105
Industrie du bâtiment	79	91	95	88	86	94
	75	82	87	86	84	88

L'occupation est relativement bonne dans l'industrie de la laine et dans les arts graphiques. Comparativement aux trimestres précédents, la situation est meilleure également dans l'industrie du bâtiment (amélioration saisonnière) ainsi que dans la métallurgie et les machines. On est un peu plus pessimiste dans l'horlogerie et surtout dans l'industrie du vêtement. En comparaison du deuxième trimestre de l'année précédente il y a amélioration dans la plupart des branches, à part dans celles du vêtement, de la broderie et de l'industrie du coton.

Le degré d'occupation

est traduit par l'index des ouvriers occupés dans les mêmes entreprises. Il renseigne sur ce que fut réellement l'occupation en pour-cent des ouvriers occupés depuis 1925.

	1933		1933		1934	
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre
Industrie du coton	67	68	67	68	68	67
Soie et soie artificielle	48	45	45	45	46	47
Industrie de la laine	91	95	101	104	106	105
Broderies	37	35	34	34	32	30
Industrie de la toile	—	—	112	121	121	122
Autres industries textiles	142	80	73	98	105	65
Vêtement, équipement	106	109	112	111	112	112
Alimentation et boisson	84	84	88	86	84	87
Industrie chimique	98	94	96	99	100	101
Papier, cuir et caoutchouc	90	93	93	94	94	94
Arts graphiques	108	109	109	113	112	111
Exploitation du bois	104	109	109	100	101	110
Métallurgie et industrie des machines	89	89	91	90	89	91
Horlogerie, bijouterie	53	52	56	57	58	55
Industrie de la pierre et de la terre	86	97	95	87	89	98
Industrie du bâtiment	119	147	134	76	115	138
	83	83	84	82	83	85

Le nombre des ouvriers occupés a quelque peu diminué dans l'industrie du coton, mais surtout dans les autres groupes du textile, comme aussi dans l'industrie horlogère où le contraste est très accentué avec l'augmentation des chiffres d'exportation. Dans l'industrie de la broderie également l'index a reculé et le nombre des ouvriers ne représente même plus le tiers de ce qu'il était en 1925. Le degré d'occupation s'est légèrement amélioré dans l'industrie de la soie et de la laine, dans la métallurgie, l'alimentation et les boissons. Dans l'industrie du bâtiment, le fait que l'index a fortement augmenté ne paraît être que passager. Dans l'industrie chimique, le degré d'occupation a, au cours des six derniers mois, dépassé celui de 1925.

Les banques suisses en 1933.

La crise économique et surtout la crise de crédit qui a sévi l'année dernière avec la même acuité n'a pas permis à la situation des banques suisses de s'améliorer. Elle s'est au contraire aggravée. Diverses banques, parmi lesquelles une grande banque, qui étaient déjà en difficultés auparavant, ont dû avoir recours à la liquidation ces derniers temps. De plus les retraits se sont poursuivis dans les grandes banques, ce qui a encore réduit le capital total des banques de 800 millions. A fin 1933, le bilan de toutes les banques s'élevait à 19,1 milliards contre 19,9 milliards l'année précédente. La méfiance du public et les effets de la crise ont eu pour conséquence — la première fois depuis la publication de la statistique sur les banques, soit depuis 1906 — de réduire les sommes concernant les épargnes et les dépôts. Le rendement de ce fait ne s'est pas amélioré, au contraire.

La statistique de la Banque nationale qui cette année a été publiée plus vite que les autres années, englobait fin 1933 321 instituts bancaires, soit 7 grandes banques, 27 banques cantonales, 81 grandes banques et 108 moyennes et petites banques locales, 97 caisses d'épargne et l'association des caisses Raifeisen.

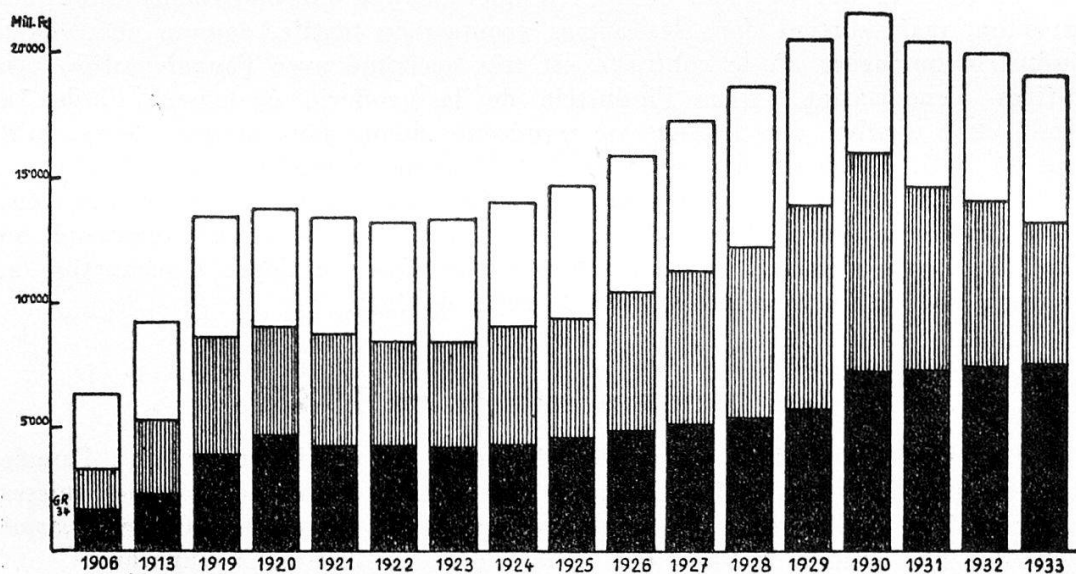
En établissant une comparaison avec les années précédentes, nous obtenons le tableau suivant quant au développement des banques en Suisse:

	Capital versé	Réserves	Fonds étrangers	Dont épargnes	Bilan	Bénéfice net	Dividendes
	en millions de francs				en millions de francs		
1906	712	206	4,917	1367	6,350	62	46
1913	1035	304	7,170	1771	9,325	74	64
1919	1260	389	11,034	2621	13,452	107	82
1922	1377	389	10,878	3034	13,259	70	89
1925	1391	429	12,285	3410	14,774	117	96
1928	1707	562	15,365	4064	18,619	166	119
1929	1859	614	17,016	4304	20,493	170	132
1930*	1889	654	17,955	5517*	21,530	169	132
1931*	1949	661	17,199	5764*	20,467	127	110
1932*	1914	675	16,888	5944*	19,945	118	103
1933*	1791	631	16,307	5903*	19,150	130	91

* Ne peut pas être comparé avec les années précédentes.

La somme du bilan, c'est-à-dire le capital total dont les banques disposent, a reculé de 2380 millions de francs depuis 1930, époque à laquelle il était à son maximum. En 1933, le recul fut de 795 millions, dont 398 millions concernent les banques qui sont en liquidation et qui ne figurent donc pas dans la statistique (la Banque d'escompte suisse et quatre banques locales).

Bilans des banques suisses 1906—1933



En noir: la part des banques cantonales.
Nervures: la part des grandes banques.

Sans ces dernières, le recul est moins important que lors des années précédentes. Cette diminution s'explique à la suite des très forts retraits de capitaux étrangers (obligations, créances); le capital-actions et les réserves ont subi à leur tour un fort recul à la suite de la suppression des instituts mentionnés. Le bénéfice net et les dividendes distribués sont également inférieurs en 1933 que lors des années précédentes, néanmoins il y a eu encore pour 90 millions de francs répartis en dividendes.

A fin décembre 1933, les chiffres concernant chaque groupe de banques furent les suivants:

	Nombre des instituts	Capital versé	Ré- serves	Fonds étran- gers	Dont épargnes	Bilan	Béné- fice net	Divi- dendes
Banques cantonales . .	27	599	222	6856	2677	7767	49	39
Grandes banques . . .	7	808	193	4296	677	5547	27	33
Gr. banques locales . .	81	330	102	2996	996	3491	20	16
Moyennes et petites								
banques locales . . .	108	43	23	479	241	553	3	2
Caisses d'épargne . . .	97	6	81	1356	1118	1451	3	0,5
Caisses Raifeisen . . .	1	5	10	324	195	341	1	0,2
	321	1791	631	16,307	5904	19,150	103	91

Les banques cantonales ont pu conserver la première place qu'elles occupent depuis 3 ans. Leur bilan a augmenté de 81 millions, tandis que celui des grandes banques a reculé de 884 millions (sans la Banque d'escompte, de 560 millions). Il y a également eu recul pour les grandes banques locales à la suite de la liquidation de divers instituts. Tous les autres groupes accusent une augmentation. Un fait curieux, c'est la manière dont les caisses d'épargne et les banques locales, pour autant qu'elles soient solidement établies quant au crédit foncier local, ont su conserver la confiance des épargnants. Pour tous les groupes bancaires, à l'exception des grandes banques, les dépôts d'épargnes sont plus élevés que l'année précédente. Le capital étranger a lui aussi subi une augmentation, à l'exception de celui des grandes banques et des grandes banques locales. Le découlement très fort dont les grandes banques furent victimes (— 684 millions) n'est pas dû uniquement à l'élimination de l'institut de Genève et à la méfiance des épargnants, mais dans une forte mesure également aux importants retraits effectués par l'étranger. (L'Allemagne put retirer son avoir sans difficulté aucune bien qu'elle ne rembourse rien des créances de la Suisse).

Dans les transactions actives, les débiteurs plus particulièrement ont été fortement réduits, surtout de la part des grandes banques; il s'agit là en partie de la liquidation de commerces étrangers et en partie d'une réduction du crédit industriel et commercial. Le compte des effets de change a encore fortement diminué comparativement à 1932. Les hypothèques par contre enregistrent une sensible augmentation. Pour le total de toutes les banques cette augmentation fut de 280 millions en 1933, dont la moitié environ au bénéfice des banques cantonales. L'accroissement des hypothèques est, il est vrai, inférieur à ce qu'il fut les deux années précédentes, et il est probable que la rapide extension du service des hypothèques va prendre fin prochainement, surtout si l'activité dans l'industrie du bâtiment devait cesser.

Le taux de l'escompte a encore diminué. Nous donnons ci-dessous un exposé sur les modifications subies par le taux de l'intérêt sur les épargnes et les obligations ainsi que sur les hypothèques. Le taux de l'intérêt fut en moyenne de toutes les banques en pour-cent:

	Bons de caisses	Epargnes et dépôts	Hypothèques
1930	4,82	3,96	5,09
1931	4,63	3,53	4,77
1932	4,39	3,20	4,56
1933	4,14	3,09	4,34

Baisse de l'intérêt en pour-cent:

1931	0,19	0,43	0,32
1932	0,24	0,33	0,21
1933	0,25	0,11	0,22
1930—33	0,68	0,87	0,75

Ce sont les banques cantonales (en 1933 en moyenne 4,03 %) et les caisses d'épargne (4,07 %) qui accordent l'intérêt le plus bas sur les bons de caisses, c'est-à-dire les titres que débitent journellement les banques. Les grandes banques et les banques locales accordent un taux un peu plus élevé, soit 4¼. Au cours de l'année dernière le taux est monté par-ci, par-là à 4½ %. Sur les carnets d'épargnes et de dépôts, les grandes banques payent en moyenne du 2,6 % seulement, les banques cantonales du 3 % et les caisses d'épargne figurent en tête en versant du 3,45 %. Cette différence réside dans le caractère de ces épargnes. Elles sont beaucoup plus instables dans les grandes banques, alors que dans les caisses d'épargne elles affectent davantage le caractère d'un dépôt permanent et c'est ce qui explique qu'elles bénéficient d'un intérêt plus élevé.

L'intérêt sur les bons de caisses a diminué de 0,68 % de 1930 à 1933; le taux d'intérêt moyen sur les épargnes et les dépôts a été réduit de 0,87 % et d'autre part les hypothèques ont bénéficié d'une amélioration du taux de l'intérêt d'une moyenne de 0,75 %. Nous avons déjà dit l'année dernière que cette réduction de l'intérêt ne se fait que très peu sentir dans le prix des loyers en ville tandis que chaque augmentation de l'intérêt hypothécaire donne l'occasion d'augmenter les prix des loyers.

Le tableau suivant sur la *part en pour-cent* de chaque groupe de banques au bilan de toutes les banques démontre les importantes modifications qui se sont produites à la suite de la crise internationale:

	1906	1913	1918	1925	1930	1931	1932	1933
				en pour-cent				
Banques cantonales	27,8	30,8	29,5	31,9	28,2	37,0*	38,5*	40,6*
Grandes banques .	24,6	26,5	32,0	33,3	39,8	35,0	32,2	28,9
Banques locales .	22,5	17,0	16,5	14,6	14,0	19,9*	20,6*	21,1*
Banques hypothéc. .	15,6	17,1	13,8	12,5	11,0	—*	—*	—*
Caisses d'épargne .	9,5	8,6	7,7	6,6	5,8	6,6	7,1	7,6
Caisses Raifeisen .	—	—	0,5	1,1	1,2	1,5	1,6	1,8
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

* Depuis 1931 le groupe des banques hypothécaires est réparti entre les banques cantonales et locales.

Les banques cantonales disposent actuellement des $\frac{2}{5}$ du capital bancaire de toute la Suisse, tandis que la part des grandes banques qui en 1930 était encore de $\frac{2}{5}$ également, a reculé de 29 %. Les petits groupes de banques ont également pu augmenter leur part. L'on pourrait se réjouir de l'influence progressive de l'économie collective dans la branche bancaire si l'on pouvait être certain que les banques cantonales accomplissent leurs tâches également dans un sens collectif. Ce n'est malheureusement que partiellement le cas. Il suffit de penser que l'Association des banques cantonales forment avec les grandes banques le Cartel des banques suisses qui en général suit les mêmes tendances que les grandes banques; la banque cantonale de Berne est même membre du Cartel des grandes banques. Si les banques cantonales consentaient à mettre la situation très en vue qu'elles occupent sur le marché du capital, au service de l'économie et de la communauté publiques, elles rendraient de très grands services à notre pays. Il appartient donc au mouvement ouvrier ainsi qu'à l'agriculture de renforcer l'influence dans ce sens sur les banques cantonales.